

BRISONS LES VIEUX ENGRENAGES avant qu'ils ne nous broient

Le pouvoir étatique, géré par la « majorité » politique mais conforté par l'ensemble de la classe politique pour le bien-être et le développement du capital, a enclenché une nouvelle attaque forte dans la guerre sociale qui oppose les « maîtres » au petit peuple qui les subit.

Le parti de l'ordre est donc actuellement occupé à confisquer ce qu'il pouvait rester d'acquis sociaux, toujours conquis de haute lutte par les exploités. Ce parti est composé certes des politiciens mais aussi des bureaucraties syndicales dont les louvoiements, compromissions et trahisons actuelles (et passées) en disent long sur la décomposition sociale et la confusion des esprits. Faut-il rappeler le démantèlement de la sécurité sociale et la santé livrée aux assurances privées réservées à celles et ceux qui auront les moyens de payer, la fin du régime des retraites par répartition (les fonds de pension seront bientôt à l'œuvre), la précarisation galopante des emplois (le « service public » donnant l'exemple), le flicage des chômeurs, des RMIstes et autres assujettis aux « minimas sociaux » etc... etc... etc... ?

Le démantèlement des « régimes spéciaux » de retraites n'est qu'un épiphénomène dans cette offensive qui a pour but la restructuration et la rentabilisation du capital à l'échelle nationale et européenne, dans la perspective d'un nouveau partage planétaire entre capitalismes rivaux mais complices sur le fond.

Ce type de société, dont l'arrogance provocatrice et décomplexée dans ses basses besognes est désormais une valeur dominante, nous écoeure, avec sa phraséologie « démocratique »...

REVOLUTION SOCIALE ANTICAPITALISTE ET LIBERTAIRE

Vous pouvez vous tenir informé de nos actions ou prendre contact avec nous, par m@il :

collectif.libertaire@no-log.org

Périgueux, le 20 novembre 2007

collectif libertaire
Marius Jacob

Rien de positif ne peut s'en dégager tant que ses victimes souscriront de quelque manière que ce soit à sa « logique » fondée sur la loi du plus fort, la concurrence, l'étouffement de la pensée, la manipulation des consciences, la répression de la « déviance », la confiscation et la gestion des luttes par des spécialistes prétendument représentatifs (qui ne remettent pas en cause les fondements du modèle dominant et ce depuis belle lurette !).

Actuellement, le gouvernement en place opère de deux façons :

★ Il frappe vite et violemment en utilisant son bras armé policier, par exemple sur les campus des universités contre les étudiantEs qui, au-delà de la privatisation annoncée par la LRU de la ministre Péresse, luttent pour certainEs précisément contre le système dans son ensemble.

L'utilisation de sbires et milices diverses est également préconisée et utilisée...

★ Il utilise la méthode « négociation-liquidation », dans le cadre qu'il impose et qui n'est pas discutable, s'appuyant sur la complicité des « partenaires sociaux » garants de la paix sociale dans les entreprises.

Notons, également certaines petites phrases inquiétantes lâchées dans les médias à destination des grévistes par ces chers gouvernants...

Toutes les luttes sociales actuelles sont uniquement défensives et s'inscrivent dans une tentative de sauvegarde de maigres bénéfices sociaux que la majorité des personnes a perdu depuis longtemps. Il est à déplorer, à cet égard, que le « service public » s'inscrive dans un cadre mercantile pour ce qui est de la vie quotidienne et des besoins humains (nourriture, logement, santé, transports, communications, éducation, culture) alors qu'il devrait bénéficier à chacunE également dans la gratuité intégrale.

Il est temps de reprendre la main en renouant avec les méthodes historiques de la lutte des classes, en organisant un blocage généralisé de l'économie par la grève générale et l'action directe.

Sans-Papiers, sans-domiciles, pauvres, chômeurs, précaires, salariés, retraités, étudiants en lutte..., regroupons-nous. Le temps des dupes est terminé !



imprimé par nos soins - ne pas jeter, faites tourner!